

Le budget

recevoir des services médicaux, car le gouvernement ontarien ne pouvait pas leur assurer ces services.

Je sais qu'il manque de place dans les hôpitaux dans de nombreuses régions de l'Ontario et qu'il y a de longues listes d'attente. Rien qu'avec une mesure, le ministre des Finances a réussi à allonger les listes d'attente, à aggraver les pénuries, à moins que les provinces ne dépensent des millions et des millions pour combler la différence. En refusant d'honorer une entente conclue avec les provinces, le gouvernement s'en prend donc directement aux malades, aux familles qui ont besoin de services de santé absolument essentiels.

J'ai réprimé un sourire également, car la chose est grave, en voyant la manchette, dans le *Ottawa Citizen*, selon laquelle les anciens combattants sont en guerre contre le ministre. Comment peut-on s'en prendre dans un budget à des anciens combattants hospitalisés, à des vétérans de la Première Guerre mondiale, de la Seconde Guerre mondiale ou d'autres conflits qui ont servi notre pays au péril de leur vie là où il le fallait? Voilà que nous allons les taxer sur leur lit d'hôpital. C'est une véritable parodie de la fiscalité, mais cela illustre bien à quelle bassesse on peut parfois en arriver. Cela montre bien que nous ne répondons pas aux besoins de tous ces gens. Je déplore certes pour ma part qu'on ait même songé à faire des anciens combattants une autre source de revenu.

J'ai un enfant qui va à l'Université d'Ottawa. Je sais l'importance que revêt l'éducation postsecondaire pour notre pays. On a dit que l'éducation post-secondaire ainsi que la recherche-développement nous permettraient d'accéder à autre chose qu'à des emplois de porteur d'eau, à des emplois requérant plus de connaissances et de compétences dans les technologies de pointe.

Tout ce que le gouvernement a fait en ces domaines, c'est réduire considérablement la capacité du pays de se doter d'un secteur de haute technologie, dont il a un besoin pressant et qui lui permettrait de soutenir la concurrence des autres pays.

Quand il a annoncé les compressions du régime de l'assurance-chômage, le gouvernement a déclaré qu'il mettrait en oeuvre un programme de formation pour les chômeurs. On n'a encore rien vu de tout ça. On nous a dit pendant le débat sur le libre-échange que nous devions cesser d'être des porteurs d'eau et des coupeurs de bois pour nous doter de ressources plus solides dans les domaines de pointe. Or, le gouvernement a réduit les fonds consacrés à la recherche-développement et à l'éducation

postsecondaire. Il a ainsi sacrifié l'avenir de ceux qui ont le talent voulu pour acquérir des compétences supérieures. C'est une farce.

• (1250)

Parlons maintenant du programme d'aide sociale et des compressions qu'on fait de ce côté-là. Nous savons tous depuis des mois que l'économie est en phase de ralentissement. Les indicateurs économiques le montrent clairement. Des mises à pied ont eu lieu dans l'industrie automobile de ma région. Une foule de travailleurs ont de plus en plus de difficulté à trouver un emploi. Le pays est aux prises avec de multiples problèmes, dont la crise du secteur des pêches dans les Maritimes et, à un degré moindre, en Colombie-Britannique. En outre, la situation des agriculteurs des Prairies est désastreuse. Parce que le Règlement de l'assurance-chômage a changé ou est sur le point de changer, ceux qui perdent leur emploi auront droit à moins de prestations qu'il y a un an. Ces réductions sont effectuées au moment où l'économie entre dans une phase très difficile. Que constatons-nous? Nous voyons le gouvernement fédéral limiter ses engagements envers les provinces. En d'autres termes, il dit aux provinces que le problème monumental du ralentissement, provoqué par les taux d'intérêt élevés et la mauvaise planification monétaire et financière, va leur retomber dessus, qu'elles devront porter le poids des dépenses supplémentaires.

C'est un véritable scandale, quand on se rend compte que plus de gens seront au chômage, comme le ministre des Finances l'a clairement annoncé. Le gouvernement a réduit sa contribution à l'assurance-chômage. Il réduit maintenant sa contribution à l'assistance sociale. Qui paiera la note? Au moins, les gouvernements des provinces ont le coeur à la bonne place. Ils devront assumer ces dépenses. C'est une honte que le gouvernement actuel, à cause de sa mauvaise gestion, se décharge de cette responsabilité sur les provinces.

J'ai parlé d'état de crise dans tout le pays, mais il crève les yeux que le budget n'apporte aucune solution aux problèmes aigus des pêches de l'Atlantique, de l'agriculture dans l'Ouest et dans l'Ontario, de l'industrie automobile et des manufactures qui fonctionnent au ralenti. L'agri-négoce subit des pressions énormes à cause de l'Accord de libre-échange, et le gouvernement se dérobe à ses obligations à cet égard. En annulant le programme de construction du brise-glaces *Polar 8*, il aggrave encore une fois le chômage en Colombie-Britannique.